

CONFERENCE

# EDHEC RESEARCH DAY 2017

**Un modèle de flexisécurité pour  
faciliter l'insertion des jeunes**

**Arnaud Chéron**

MARDI 14 MARS 2017  
EDHEC BUSINESS SCHOOL  
CAMPUS LILLE

*Make an impact*

[WWW.EDHEC.EDU/ERD](http://WWW.EDHEC.EDU/ERD)  
[#EDHECRESEARCHDAY](https://twitter.com/EDHECRESEARCHDAY)



# Comprendre les débats suscités par la loi El Khomri



# Comprendre les débats suscités par la loi El Khomri

- Quel rapport à la flexibilité ( « facilités » à licencier)?
- Mise en avant de 2 points de vue:
  - La réforme du marché du travail doit prendre en compte l'existence de « conflits » intergénérationnels dans les effets de la protection des emplois
  - La réforme du marché du travail doit aller de pair avec une réforme de la régulation du marché du logement (assurance sociale locative, accès HLM)
- Flexibilité sur le marché du travail et sécurité de l'accès au logement = flexisécurité

# Un marché du travail segmenté

Transitions trimestrielles sur le marché du travail (INSEE, 2012)

Situation en T-1	Situation en T+1				
	Autre	Chômage	CDD	CDI	Total
Autre (incl. Inactivité)	96.3	2.1	1.1	0.5	100.0
Chômage	16.8	64.0	15.4	3.8	100.0
CDD	6.9	11.0	77.4	4.7	100.0
CDI	1.3	0.8	0.4	97.5	100.0
Total	63.6	5.0	3.8	27.7	100.0

CONFERENCE

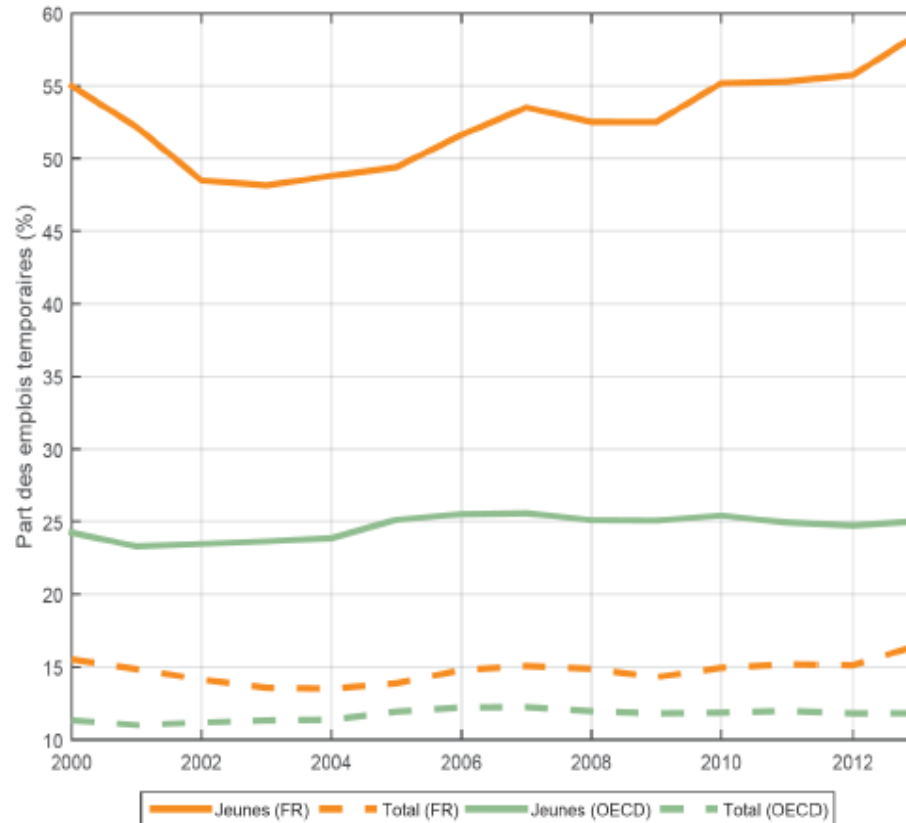
EDHEC  
RESEARCH DAY  
2017

*Make an impact*



# Les jeunes principaux concernés par cette segmentation

La représentation des emplois temporaires (CDD + intérim)



CONFERENCE

EDHEC  
RESEARCH DAY  
2017

*Make an impact*

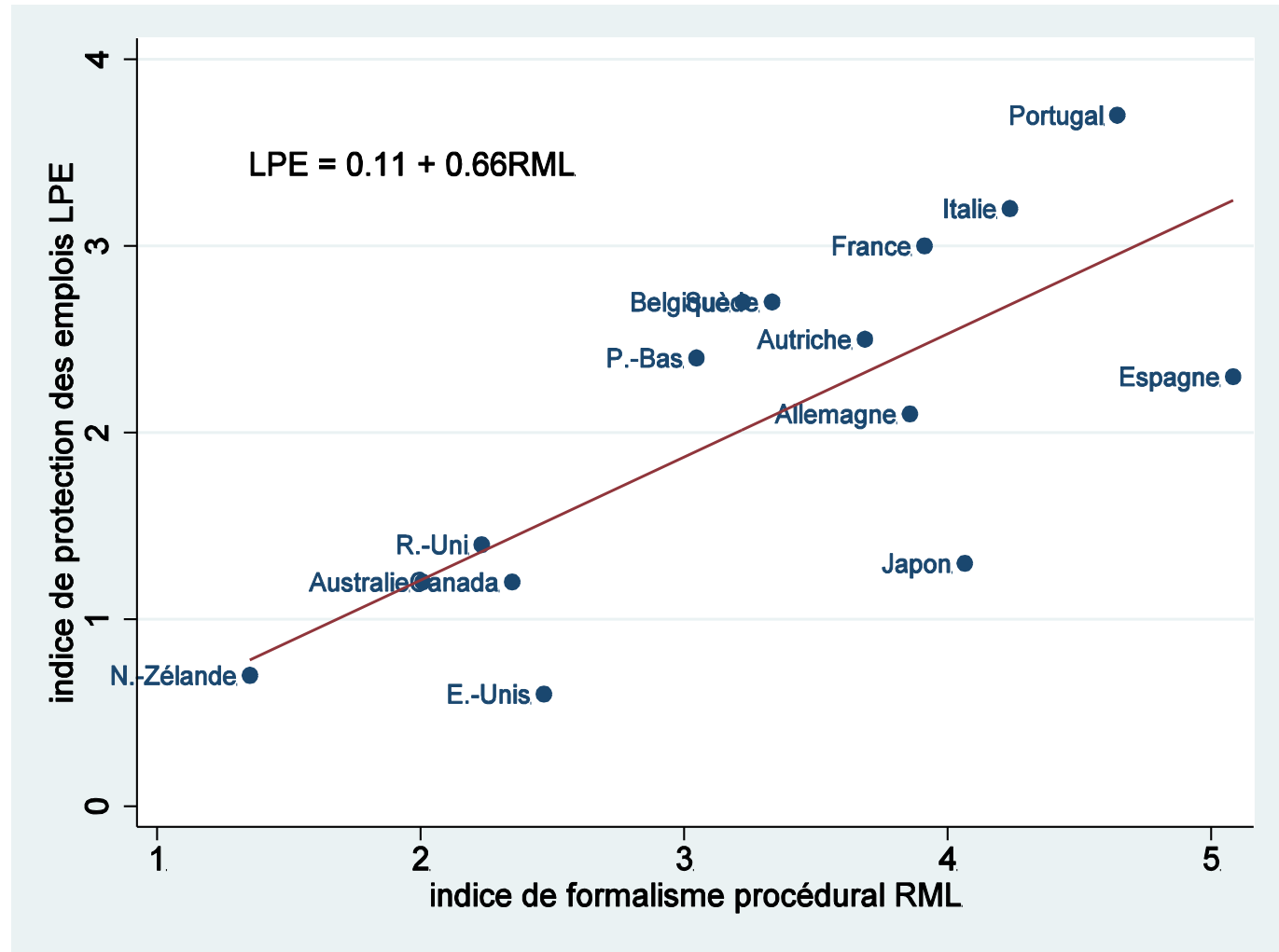
# Une protection des emplois aux effets différenciés selon l'âge

- Des effets potentiellement plus favorables à l'emploi des seniors
  - l'impact de la protection des emplois sur la décision de maintenir un salarié dépend de la distance à la retraite
  
- Des effets délétères sur l'emploi des jeunes
  - la protection des emplois réduit les embauches et pénalise l'insertion professionnelle des nouveaux entrants
  
- Protection « insiders » vs. « outsiders » ?
  
- Assouplir le droit du travail *via* la sécurisation des conditions de rupture du licenciement importe en premier lieu pour l'insertion des jeunes
  
- Flexibilité inacceptable si elle constitue un frein à l'accès au logement, particulièrement pour les jeunes (exemple du CPE)

# Retour sur les dernières réformes du contrat de travail

- 2008: la rupture conventionnelle (à l'amiable):
  - environ 20% des fins de CDI
  - pour le top 10%, indemnités de rupture conventionnelle deux fois plus élevées que les indemnités de licenciement (cf. insécurité juridique du licenciement)
  
- 2013, 2014: diverses mesures d'assouplissement (procédures de conciliation) avec grille d'indemnisation *indicative* (en cas de litige)
  
- 2016: Loi El khomri propose une définition plus précise des circonstances permettant un licenciement économique, mais « l'automatisation » du barème n'a finalement pas été retenue

# Quel lien entre protection des emplois et marché du logement?





# Là où on protège les emplois on protège les locataires

- La régulation locative engendre une demande sociale pour des emplois protégés
- Les propriétaires craignent les loyers impayés et les dégâts au logement, synonymes de procédures longues, coûteuses, incertaines
  - La solidité du contrat de travail diminue le risque de défaut et véhicule un signal sur la fiabilité du locataire potentiel
  - Les propriétaires désirent des emplois fortement protégés et la société devient porteuse de ce souhait, en particulier les jeunes

# Feue la GUL, vive la VISALE

- Projet initial de GUL: assurance publique universelle *obligatoire* couvrant les loyers impayés et maintien d'un fichier de mauvais payeurs

Evaluation controversée: entre 400 millions et 3 milliards d'euros

- VISALE : Garantie *facultative* contre le risque d'impayés pour tous les jeunes ou adultes salariés précaires

Financé par Action Logement, qui prend en charge la procédure d'éviction et le recouvrement des impayés

Coût estimé: 200 millions d'euros

# Les contours d'une assurance sociale locative optimale

- 2 instruments pour 2 objectifs
- Visale: assure aussi les sans emploi; assurance facultative; gestion des contentieux par action-logement; assurance limitée aux impayés de loyer
- Il faudrait *réserver l'assurance à ceux qui ont un emploi*, étendre les garanties aux dommages, confier la gestion des litiges à un organisme indépendant; et la rendre *obligatoire pour les jeunes salariés*.

# Instaurer une nouvelle régulation du parc HLM

→ Accroître la mobilité dans le parc de logements sociaux pour faciliter l'accès des jeunes ménages les plus défavorisés aux logements HLM :

- bail à durée déterminée
- baisse du plafonds des surloyers